

ATION ET DE LA COOP



LE BULLETIN HEBDOMADAIRE

NUMÉRO 2 - AVRIL 2026



**NEW YORK :**  
*une semaine d'ENGAGEMENTS  
et de PLAIDOYER pour HAÏTI*

## Intervention de la Ministre, DR SANDRA PAULEMON à l'ECOSOC

La *Ministre de la Planification et de la Coopération Externe*, **Dr Sandra PAULEMON**, a pris la parole, le lundi 20 avril 2026, au siège des Nations Unies, à New York, à l'occasion du Forum 2026 de l'ECOSOC, consacré au financement du développement.

Au nom du Gouvernement de la République d'Haïti dirigé par le *Premier Ministre*, **Son Excellence Monsieur Alix Didier FILS-AIMÉ**, la *Ministre*, **Dr Sandra PAULEMON**, a réaffirmé l'alignement d'Haïti avec les positions défendues par la *Communauté des Caraïbes (CARICOM)*, le Groupe 77 et la Chine.

Dans son allocution, la *Ministre PAULEMON* a dressé un tableau sans détour de la situation nationale en esquisant un pays confronté à des vulnérabilités profondes, notamment sur le plan humanitaire et social. *Dr Sandra PAULEMON* a rappelé que 5,7 millions de personnes en Haïti sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 1,9 million à des niveaux d'urgence. « **Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques. Ils disent, avec force, une vérité que cette assemblée ne peut ignorer** », a souligné la Ministre.

Partant de ce constat, *Madame PAULEMON* a défendu une vision du financement du développement comme un levier stratégique de stabilité et de transformation. Elle a insisté sur la nécessité d'adapter les engagements internationaux, afin qu'ils répondent pleinement aux réalités des États confrontés à des situations de fragilité extrême. Les résultats du financement du développement signifient pour Haïti davantage de sécurité, davantage



de protection pour les plus vulnérables et davantage de cohérence dans l'action internationale.

La *Ministre PAULEMON* a plaidé pour une réforme plus courageuse et ambitieuse de la gouvernance économique mondiale. Elle a souligné que les pays en situation de fragilité, comme Haïti, ne peuvent continuer à être les plus exposés aux chocs, tout en demeurant les derniers entendus dans les processus de décision.

*Dr PAULEMON* a précisé que le pays ne sollicite pas de compassion, mais revendique une coopération qui prépare durablement la reconstruction et la résilience.

La *Ministre de la Planification et de la Coopération Externe*, **Dr Sandra PAULEMON**, a lancé un appel à la Communauté Internationale, afin qu'elle se tienne résolument aux côtés d'Haïti.



## La Ministre, DR SANDRA PAULEMON, porte la voix de la CARICOM au Forum de l'ECOSOC sur le financement du développement

La Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, Dr Sandra PAULEMON, est intervenue, ce même lundi 20 avril 2026, au siège des Nations Unies, à New York, au nom des quatorze États membres de la CARICOM, dans le cadre du débat général du Forum 2026 de l'ECOSOC sur le financement du développement.

Dans son intervention, la Ministre a rappelé l'alignement de la CARICOM avec les positions du G77 et de la Chine, ainsi qu'avec celles de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), soulignant l'importance d'une action concertée face aux défis globaux. Elle a insisté sur le contexte critique, dans lequel évoluent les pays de la région, caractérisé par des niveaux d'endettement élevés et des impacts climatiques croissants.

La titulaire du MPCE a structuré son intervention autour de quatre priorités majeures pour la CARICOM. En matière de financement et d'investissement privé, Dr Sandra

PAULEMON a plaidé pour la mobilisation de volumes importants de capitaux privés, accessibles et abordables, en soutien au développement durable. Elle a aussi insisté sur la nécessité d'avoir de mécanismes renforcés de réduction des risques liés aux investissements. La Ministre a également alerté sur le déclin préoccupant des relations de correspondance bancaire.

Sur la question du commerce, la Ministre a souligné le rôle central d'un système commercial multilatéral juste, inclusif et fondé sur des règles. Elle a rappelé que, pour les petites économies ouvertes de la CARICOM, le commerce constitue un levier fondamental de croissance et de résilience.

La Ministre PAULEMON a insisté sur l'urgence de réformes profondes en ce qui concerne l'architecture financière internationale. Elle a plaidé pour un système plus inclusif, plus réactif et mieux représentatif des réalités des petits États insulaires. Elle a notamment appelé à l'intégration de critères complémentaires au *Produit Intérieur Brut (PIB)*, tels que l'*Indice de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI)*, dans l'allocation des ressources, ainsi qu'au renforcement des filets de sécurité financiers mondiaux. Elle a également insisté sur la nécessité de garantir une participation significative des pays de la CARICOM aux processus décisionnels internationaux.

La Ministre, Dr Sandra PAULEMON, a également mis en exergue l'importance pour ces pays de disposer de données robustes, de haute qualité et désagrégées pour éclairer les décisions publiques et mesurer les progrès accomplis. Elle a souligné les contraintes persistantes en matière de collecte et d'analyse de données. Dr PAULEMON appelle à un renforcement du soutien technique et financier dans ce domaine.

Madame PAULEMON a réaffirmé l'engagement indéfectible de la CARICOM à collaborer avec l'ensemble des partenaires internationaux pour promouvoir un système financier mondial plus équitable et résilient. Elle a lancé un appel à un multilatéralisme renforcé et à une volonté politique renouvelée, afin de garantir la mise en œuvre effective des engagements du « *Sevilla Commitment* », au bénéfice des générations présentes et futures.

## La Ministre, DR SANDRA PAULEMON, interpelle une candidate au poste de Secrétaire générale des Nations Unies

À l'occasion d'un échange de haut niveau au sein des Nations Unies, la Ministre, Dr Sandra PAULEMON, a interpellé, le mercredi 22 avril 2026, Madame Rebeca Grynspan, candidate au poste de Secrétaire générale des Nations Unies, sur les enjeux liés aux États fragiles.

La Ministre a salué le parcours remarquable de Madame Rebeca GRYNSPAN au service du multilatéralisme, de la paix et du développement humain.

Dr Sandra PAULEMON a rappelé à la candidate que Haïti traverse actuellement une crise sécuritaire profonde, une fragilité institutionnelle persistante, une pauvreté croissante et une urgence humanitaire majeure. « *Les femmes vivent dans l'insécurité permanente, victimes de violences sexuelles commises par les gangs armés. Des milliers d'enfants sont privés d'école, exposés au recrutement forcé, à la faim et à l'effondrement des services essentiels* », a indiqué la Ministre, avant de questionner la candidate.

« *Si vous accédez au poste de Secrétaire générale des Nations Unies, quelle sera votre vision pour renforcer l'engagement des Nations Unies envers les États fragiles comme Haïti, non seulement sur le plan humanitaire, mais surtout en matière de stabilisation durable, de financement du développement, de renforcement institutionnel et de restauration de la démocratie ?* »

« *Comment comptez-vous faire en sorte que les pays, les plus vulnérables, ne soient plus les derniers entendus dans les décisions internationales, mais*



*qu'ils aient une voix réelle, un accès équitable au financement et une place juste dans la gouvernance mondiale ?* »

« *Dans le cas spécifique d'Haïti, comment les Nations Unies peuvent-elles soutenir davantage les programmes de santé mentale, les soins pour les survivantes de violences, la réintégration des jeunes recrutés par les gangs, ainsi que l'autonomisation économique des femmes ?* »

« *Enfin, comment envisagez-vous le rôle des femmes dans la consolidation de la paix, l'autonomisation économique et la reconstruction politique, notamment dans des pays comme Haïti, où elles sont souvent les premières victimes, mais aussi les premières actrices de résilience ?* »

## La Ministre, DR SANDRA PAULEMON, accompagne le Premier ministre au Conseil de sécurité des Nations Unies

La Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, Dr Sandra PAULEMON, a accompagné, le jeudi 23 avril 2026, le Premier Ministre, Son Excellence Monsieur Alix Didier FILS-AIMÉ, lors de son intervention officielle devant le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Aux côtés de la Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, S. E. Mme Raina FORBIN, de l'ambassadeur d'Haïti à l'ONU, M. Pierre Ericq PIERRE et du Conseiller spécial, Me Guerly LERICHE, cette présence témoigne de l'engagement du Gouvernement à porter une voix cohérente et structurée sur la scène internationale.

Face à une situation critique, le Premier Ministre, S.E.M. Alix Didier FILS-AIMÉ, a rappelé que la restauration de l'autorité de l'État constitue la priorité absolue du Gouvernement. « *Sans sécurité, il ne peut y avoir ni démocratie ni développement* », a-t-il souligné.

Saluant les premiers résultats obtenus grâce aux forces nationales appuyées par la Force de Répression des Gangs (FRG), le Chef du Gouvernement a insisté sur l'urgence d'un déploiement complet de cette force, accompagné de moyens à la hauteur des enjeux.

Il a également réaffirmé la détermination de l'État à renforcer durablement ses capacités de défense, dans le respect des droits humains et de l'État de droit.

« *Haïti n'a pas besoin de promesses, mais d'actions* », a-t-il déclaré, appelant les partenaires internationaux à honorer leurs engagements.

Le Gouvernement reste pleinement mobilisé pour rétablir la sécurité, organiser des élections crédibles et engager le pays sur la voie de la stabilité.





BUREAU DE COMMUNICATION DU MPCE  
TOUS DROITS RÉSERVÉS.